



Santé publique France

Communiqué de presse



Paris, le 12 octobre 2016

Santé publique France menacée !

La protection de la santé des français est menacée par la logique budgétaire et comptable du ministère de la santé. En 2017, la nouvelle agence de santé publique "Santé publique France " perdra 5 % de ses moyens budgétaires et humains. Cela compromettra sa capacité à mener les missions qui lui sont confiées : c'est la santé publique que l'on attaque. L'UNSA et le SNAPA demandent de toute urgence une révision de cet arbitrage.

L'UNSA, premier syndicat sur le ministère de la santé et le SNAPA, syndicat majoritaire à l'ex-Institut de veille sanitaire, dénoncent une logique budgétaire et comptable aveugle qui met à mal la protection de la santé des français.

Santé publique France, la nouvelle agence nationale de santé publique créée par Marisol Touraine le 1^{er} mai 2016, pour fonder la santé publique sur une expertise et une parole scientifique incontestable vient de se voir notifier des cadrages budgétaires désastreux. Alors que l'établissement public est engagé dans une fusion qui nécessiterait des moyens supplémentaires, comme cadeau de naissance, la ministre lui retire 5 % de son budget et de ses effectifs pour 2017. Pour les agents des ex établissements concernés (INVS, INPES, EPRUS, ADALIS), c'est la double peine !

Les établissements avaient déjà été fortement mis à contribution avant la fusion (- 24 % de baisse sur les budgets et entre - 14 % et - 18 % des effectifs) pour participer à l'effort de « réduction des dépenses publiques ». La fusion n'a pas donné lieu à des abondements supplémentaires mais a par contre un coût très important, tant humain que financier qui constitue de fait déjà une contribution substantielle à l'effort demandé au secteur. Toutes ces décisions ont conduit à augmenter les charges de travail des professionnels de santé publique et à dégrader leurs conditions de travail. Ils viennent de signer massivement une pétition à la ministre dans laquelle ils dénoncent ce cadrage néfaste, qui met en péril leurs missions de santé publique, et demandent qu'il soit revu.

La prévention, promotion de la santé, veille sanitaire, surveillance, alerte et intervention en santé sont tout aussi essentielles pour protéger et améliorer la santé des français que le soin. C'est un constat partagé par la Stratégie nationale de santé préconisée par la ministre pour répondre aux défis croissants de notre société. Ne serait-ce qu'affichage ? Pour l'UNSA et le SNAPA il est urgent que le ministère revoie sa copie.

Contacts presse :

Pour l'UNSA Santé publique France : Annick Fayard, annick.fayard@unsa.org, 06 23 60 22 37

Pour le SNAPA : Loïc Rambaud, loic.rambaud@hotmail.fr, 06 62 50 68 83

INPES (Institut National de Prévention et d'Education pour la santé), InVS (Institut de Veille Sanitaire), EPRUS (Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires), ADALIS (Groupement d'intérêt public Addictions Drogues Alcool Info Service).